ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Renault

Question au Gouvernement n° 2303

Texte de la question

M. le president. La parole est a M. Jacques Brunhes.
M. Jacques Brunhes. Monsieur le Premier ministre, plusieurs milliers de travailleurs venant de Belgique, d'Espagne et de France manifestent depuis ce matin a Billancourt, devant le siege de Renault. Vendredi dernier a eu lieu la premiere «euro-greve» de l'histoire sociale de ce groupe. La mobilisation est a la mesure de l'inquietude et de l'indignation que souleve l'annonce de la fermeture de l'usine de Vilvorde, en Belgique, de la suppression de 3 000 postes en France et des mesures sur les installations espagnoles.
Ce qu'exigent les travailleurs de Renault, ce n'est pas un habillage social du plan Schweitzer, mais son retrait. La politique de bradage de Renault, loin de permettre a l'entreprise d'affronter l'ouverture du marche europeen avant l'an 2000, la fait reculer sensiblement.
Les mesures annoncees pesent aussi sur les filiales du groupe. Peugeot s'inscrit dans la meme logique desastreuse, qui privilegie la finance par rapport a l'emploi. Ces decisions affaiblissent l'ensemble de l'industrie automobile francaise.
Monsieur le Premier ministre, la creation d'une mission d'enquete parlementaire vient d'etre decidee, mais les choix concernant l'automobile ont des consequences considerables sur notre economie. Je vous demande donc a nouveau l'organisation d'un debat a l'Assemblee nationale sur les perspectives de cette industrie, sur le retrait du plan Schweitzer et sur l'impulsion d'une veritable politique industrielle nationale concernant l'automobile. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)
M. le president. La parole est a M. le ministre de l'industrie, de la poste et des telecommunications.
M. Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des telecommunications. Monsieur le depute, c'est vrai que les salaries manifestent aujourd'hui (Rires sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste) et je comprends leur inquietude.
Pour vous, il est facile de rire parce que vous n'etes pas dans leur situation ! (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.) Je souhaiterais que, sur des sujets aussi graves, nous puissions discuter serieusement. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)
M. Claude Bartolone. Larmes de crocodile !
M. le president. Un peu de calme !
M. le ministre de l'industrie, de la poste et des telecommunications. Je comprends l'inquietude des salaries, car l'industrie automobile francaise et europeenne doit relever un defi au tournant de ce siecle.
Vous avez parle d'une logique de suppression d'emplois. En realite, la logique en cause est celle de la survie de l'entreprise.
M. Andre Fanton. Tres bien !
M. le ministre de l'industrie, de la poste et des telecommunications. L'Europe sociale est un enjeu majeur pour l'avenir de l'Europe. Et si quelqu'un defend le modele social europeen, parfois contre vents et marees et contre beaucoup de nos partenaires, c'est bien le President de la Republique. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. le ministre de l'industrie, de la poste et des telecommunications. Face a ces problemes, il ne doit pas y avoir deux poids, deux mesures.
M. Bernard Derosier. Des mots !
M. le ministre de l'industrie, de la poste et des telecommunications. Quand JVC a delocalise ses usines de Lorraine, quand Hoover a abandonne la Bourgogne ou quand Grundig a ferme a Creutzwald, je ne me rappelle pas avoir eu le soutien de commissaires europeens !
M. Henri de Richemont. Tres bien !
M. le ministre de l'industrie, de la poste et des telecommunications. Le Gouvernement francais etait bien seul pour defendre l'avenir de ces industries et de ces salaries. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)
Quand on parle d'Europe sociale, monsieur le depute, il faut lutter contre le dumping social, contre la flibuste fiscale et contre les devaluations competitives, y compris dans le secteur automobile, car ces pratiques ont cause un mal considerable a notre industrie nationale.
Les salaries sont inquiets, et je le suis moi aussi, pour l'avenir de l'industrie automobile europeenne. Ce que je souhaite, c'est que l'on se reunisse autour d'une table avec les constructeurs automobiles, afin d'examiner non seulement les restructurations industrielles necessaires, mais egalement leurs consequences sociales, et aussi l'ensemble des facteurs de la competitivite, de telle sorte que les deux grands groupes francais, PSA et Renault, soient presents au rendez-vous de la competitivite au debut du xxie siecle. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Jacques Brunhes.
M. Jacques Brunhes. Monsieur le Premier ministre, plusieurs milliers de travailleurs venant de Belgique, d'Espagne et de France manifestent depuis ce matin a Billancourt, devant le siege de Renault. Vendredi dernier a eu lieu la premiere «euro-greve» de l'histoire sociale de ce groupe. La mobilisation est a la mesure de l'inquietude et de l'indignation que souleve l'annonce de la fermeture de l'usine de Vilvorde, en Belgique, de la suppression de 3 000 postes en France et des mesures sur les installations espagnoles.
Ce qu'exigent les travailleurs de Renault, ce n'est pas un habillage social du plan Schweitzer, mais son retrait. La politique de bradage de Renault, loin de permettre a l'entreprise d'affronter l'ouverture du marche europeen avant l'an 2000, la fait reculer sensiblement.
Les mesures annoncees pesent aussi sur les filiales du groupe. Peugeot s'inscrit dans la meme logique desastreuse, qui privilegie la finance par rapport a l'emploi. Ces decisions affaiblissent l'ensemble de l'industrie automobile francaise.
Monsieur le Premier ministre, la creation d'une mission d'enquete parlementaire vient d'etre decidee, mais les choix concernant l'automobile ont des consequences considerables sur notre economie. Je vous demande donc a nouveau l'organisation d'un debat a l'Assemblee nationale sur les perspectives de cette industrie, sur le retrait du plan Schweitzer et sur l'impulsion d'une veritable politique industrielle nationale concernant l'automobile. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)
M. le president. La parole est a M. le ministre de l'industrie, de la poste et des telecommunications.
M. Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des telecommunications. Monsieur le depute, c'est vrai que les salaries manifestent aujourd'hui (Rires sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste) et je comprends leur inquietude.
Pour vous, il est facile de rire parce que vous n'etes pas dans leur situation ! (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.) Je souhaiterais que, sur des sujets aussi graves, nous puissions discuter serieusement. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)
M. Claude Bartolone. Larmes de crocodile !
M. le president. Un peu de calme !
M. le ministre de l'industrie, de la poste et des telecommunications. Je comprends l'inquietude des salaries, car

l'industrie automobile francaise et europeenne doit relever un defi au tournant de ce siecle.
Vous avez parle d'une logique de suppression d'emplois. En realite, la logique en cause est celle de la survie de l'entreprise.
M. Andre Fanton. Tres bien !
M. le ministre de l'industrie, de la poste et des telecommunications. L'Europe sociale est un enjeu majeur pour l'avenir de l'Europe. Et si quelqu'un defend le modele social europeen, parfois contre vents et marees et contre beaucoup de nos partenaires, c'est bien le President de la Republique. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)
M. le ministre de l'industrie, de la poste et des telecommunications. Face a ces problemes, il ne doit pas y avoir deux poids, deux mesures.
M. Bernard Derosier. Des mots !
M. le ministre de l'industrie, de la poste et des telecommunications. Quand JVC a delocalise ses usines de Lorraine, quand Hoover a abandonne la Bourgogne ou quand Grundig a ferme a Creutzwald, je ne me rappelle pas avoir eu le soutien de commissaires europeens !
M. Henri de Richemont. Tres bien !
M. le ministre de l'industrie, de la poste et des telecommunications. Le Gouvernement francais etait bien seul pour defendre l'avenir de ces industries et de ces salaries. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)
Quand on parle d'Europe sociale, monsieur le depute, il faut lutter contre le dumping social, contre la flibuste fiscale et contre les devaluations competitives, y compris dans le secteur automobile, car ces pratiques ont cause un mal considerable a notre industrie nationale.
Les salaries sont inquiets, et je le suis moi aussi, pour l'avenir de l'industrie automobile europeenne. Ce que je souhaite, c'est que l'on se reunisse autour d'une table avec les constructeurs automobiles, afin d'examiner non seulement les restructurations industrielles necessaires, mais egalement leurs consequences sociales, et aussi l'ensemble des facteurs de la competitivite, de telle sorte que les deux grands groupes francais, PSA et Renault, soient presents au rendez-vous de la competitivite au debut du xxie siecle. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Données clés

Auteur : M. Brunhes Jacques
Circonscription : - COM
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2303
Rubrique : Automobiles et cycles
Ministère interrogé : industrie, poste et télécommunications
Ministère attributaire : industrie, poste et télécommunications

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 12 mars 1997, page 1794
Réponse publiée le : 12 mars 1997, page 1794
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 12 mars 1997